
ANALYSE

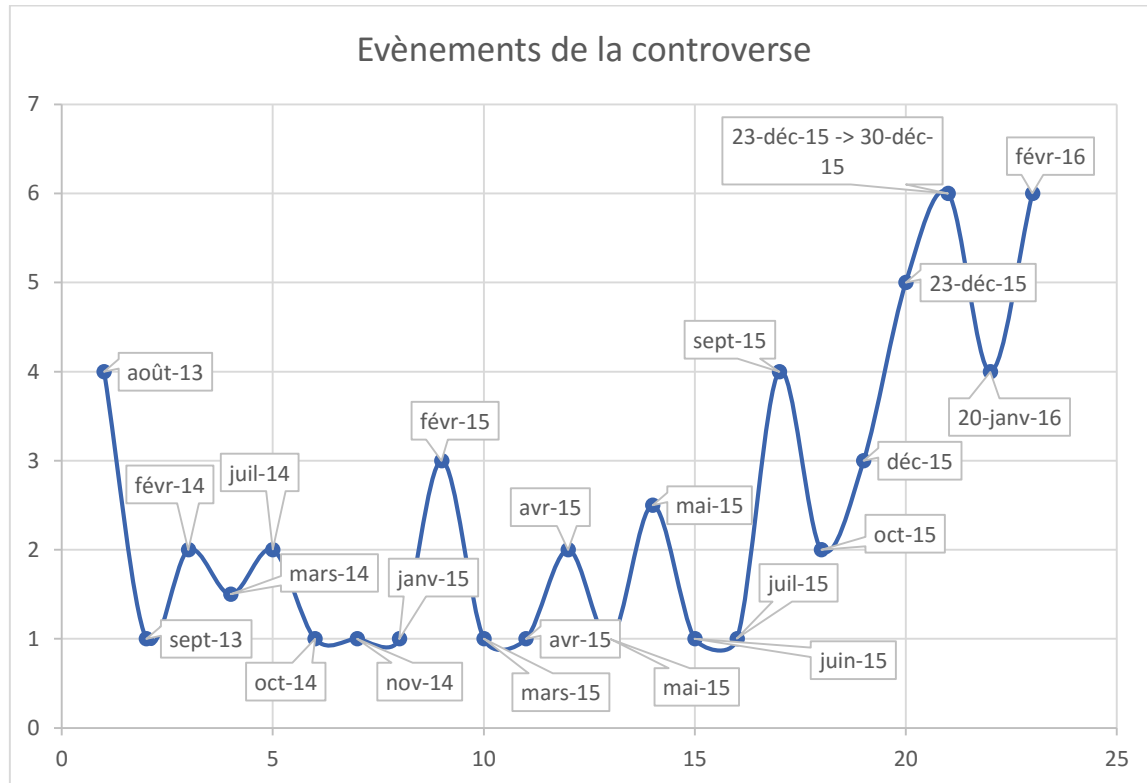
Structure du corpus :

Pour faire mes recherches, j'ai tout d'abord commencé par les mots clés facebook freebasics sur une période très grande (depuis toujours) puisque je ne savais pas quand est-ce que la controverse a commencé. J'ai commencé par chercher les sources en Inde puis en Amérique puis en France, pour essayer de trouver un point de vue plus 'neutre'. J'ai vite compris que je ne peux pas trouver un point de vue neutre puisque chaque acteur a des enjeux sur la controverse. Au fil des recherches, j'ai compris que Free Basics était d'abord apparu sous le nom de internet.org. Ce projet avait comme but, selon Facebook, d'offrir un accès bon marché à Internet pour les deux tiers de la population mondiale qui ne disposent pas encore de connexion. La première année a été positive, Facebook a collaboré avec plusieurs opérateurs dans plusieurs pays. Le souci, toujours le même, c'est que ce projet n'offre pas l'accès à tout Internet. Mais seulement à un bouquet de sites ou services, sélectionné par Facebook dans une certaine opacité.

J'ai donc recherché des articles par le mot clé internet.org. Je trouvais alors des articles sur internet en général. J'ai alors mis la combinaison internet.org facebook ou bien internet.org freebasics. J'ai donc trouvé plusieurs articles sur le sujet, et j'ai ensuite modifié la période de recherche pour avoir des articles plus précis dans le temps et dans le contenu. Parmi les articles que j'ai trouvés, on parlait souvent d'autres pays où freebasics est en marche comme la Zambie, le Brésil ... J'ai donc mis ces pays dans ma zone de recherche. Cependant, je n'ai rien trouvé d'intéressant sur le sujet. Il me semble en effet, que c'est en Inde que le sujet a fait polémique et c'est pourquoi on trouve plusieurs articles sur le sujet.

Ainsi, parmi les difficultés que j'ai rencontré à travers mes recherches et en mettant « free basics » en mots clés, j'ai souvent des articles complètement hors sujet qui parlent de choses 'free' (gratuites) ou des tutoriels des choses basiques à connaître ... Ou encore avec le mot clé « facebook ».

La controverse sur Facebook, free basics et la neutralité du net est riche en événements, c'est pourquoi c'est très important de comprendre tous les enjeux selon la chronologie des événements. J'ai donc classé les textes de mon corpus en fonction du temps : les premiers articles de presse sont apparus en mars 2014 bien que Facebook ait commencé son projet dans différents pays en 2013, et les derniers en mars 2016.

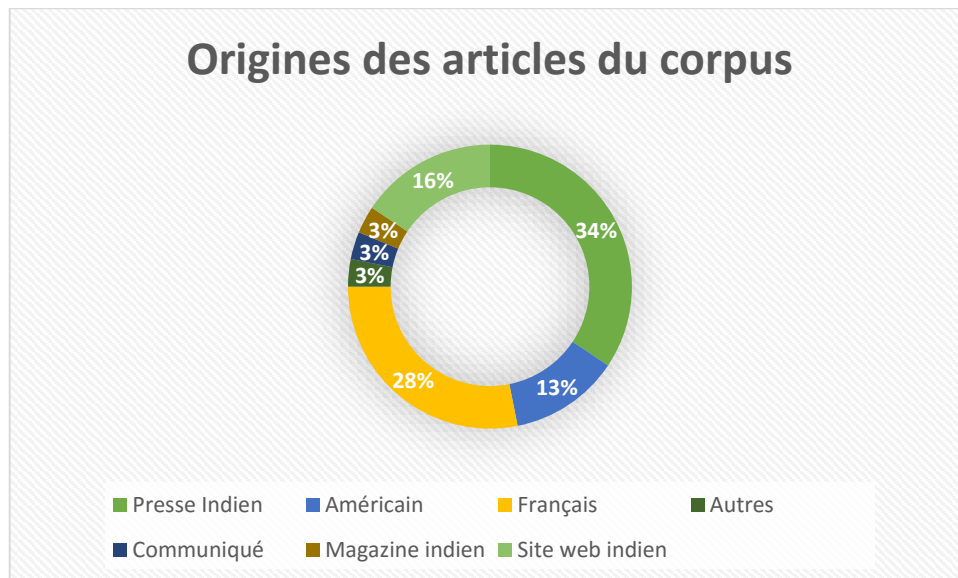


Sur l'axe des Y, il y a le nombre d'articles selon la période. Sur celui des X, ce n'est pas intéressant, le plus important c'est la légende sur chaque point du graphe où il y a justement la date de publication des articles.

Comme pour toute controverse, il y a différents avis, ces avis sont partagés selon l'origine du journal ... Par exemple, je retrouve beaucoup plus d'articles de journaux indiens que de journaux américains. Cela s'explique par le fait que la controverse concerne plus les indiens. On trouve aussi quelques articles de journaux français que je qualifie de neutre.

Dans cette controverse, il y a beaucoup d'enjeux, Facebook a beaucoup d'emprise sur plusieurs journaux à travers le monde. En effet, si par exemple Le Monde a de mauvaises relations avec Facebook, ce dernier pourrait ne plus poster les articles du journal sur la fil d'actualité de ses utilisateurs ... Il n'y aura donc jamais quelqu'un de parfaitement neutre dans cette controverse. Seulement, je choisis la France comme pays qui n'est pas directement concerné par la controverse.

Ci-dessous la répartition des articles de mon corpus selon leur pays d'origine :



Ainsi, la plupart des articles, origines confondues, étaient contre Facebook et son projet [internet.org/Free Basics](https://internet.org/Free-Basics). Dans les articles, on commence typiquement par décrire le projet de Free Basics, ce qu'il propose. Pour certains, on parle quand même des aspects positifs du projet, mais pour la plupart on parle tout de suite de tous ses aspects négatifs, de la problématique de la neutralité du net et comment Free Basics ne la respecte pas, même après des tentatives (ouverture de la plateforme pour les développeurs, mais sous plusieurs conditions assez lourdes). Plus de détails dans ce qui suit.

Le récit

En 2013, Mark Zuckerberg a dit que « Internet et la connectivité est un droit de l'homme ». Il a alors créé une plateforme sous le nom de « internet.org » dans les pays émergents en leur proposant un accès mobile et gratuit à internet aux milliards de personnes qui n'en disposent pas encore. Facebook a collaboré avec plusieurs opérateurs mobiles dans 17 pays différents. Internet.org était disponible (juillet 2015) pour plus d'un milliard de personnes, au Ghana, Niger, Kenya et Zambie grâce à l'opérateur Airtel, à Benin grâce à l'opérateur MTN Benin, en Colombie, Tanzanie, Guatemala et République Démocratique du Congo5 avec Tigo, au Philippines avec Smart Communications.



« En connectant les gens par le biais d'un accès à des services de base gratuits à travers internet.org, notre objectif était d'attirer plus de personnes en ligne et de leur faire découvrir la valeur d'internet », explique M. Chris DANIELS, vice-président d'internet.org.

Cette plateforme propose donc des services de météo (AccuWeather), un moteur de recherche (Bing de Microsoft), aide à l'éducation (SocialEDU, Wikipedia) et aussi pour apprendre l'anglais. Mais aussi des applications venant en aide aux fermiers et des réseaux sociaux dont Facebook bien sûr.



Début février 2015, internet.org s'est lancé en Inde en partenariat avec un opérateur mobile local, Reliance Communications. Il a très vite reçu plusieurs critiques, notamment par des startups indiennes puisqu'elles seront les premières touchées puisque les utilisateurs de la plateforme n'auront pas accès aux services qu'ils proposent. Le souci c'est que ce projet n'offre pas l'accès à tout internet. Mais seulement à un bouquet de sites ou services sélectionnés par Facebook. En Inde, seuls 38 sites ont été mis à disposition, dont Facebook évidemment. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer cette atteinte flagrante à la neutralité du net.

Sous pression, le réseau social a ouvert sa plateforme aux développeurs qui désirent y contribuer. Ceci dit les conditions d'utilisation sont très restrictives : interdiction de sites qui utilisent beaucoup de bande passante. « Les services ne devront pas utiliser la VoIP (voix sur IP, les fameux appels passés sur internet, parfois assortis d'un flux vidéo), la vidéo, le transfert de fichiers, les photos de haute résolution, ou un grand volume de photos », prévient Facebook sur sa page officielle. De même, le réseau social refuse le SSI, le TLS et le HTTPS. Des protocoles qui sécurisent les communications sur internet. Ainsi les développeurs devront demander la permission de Facebook et ses partenaires avant qu'ils voient leur service sur internet.org. Readwrite note alors : « Tout ça fait que la « plate-forme ouverte » n'est pas du tout ouverte ».

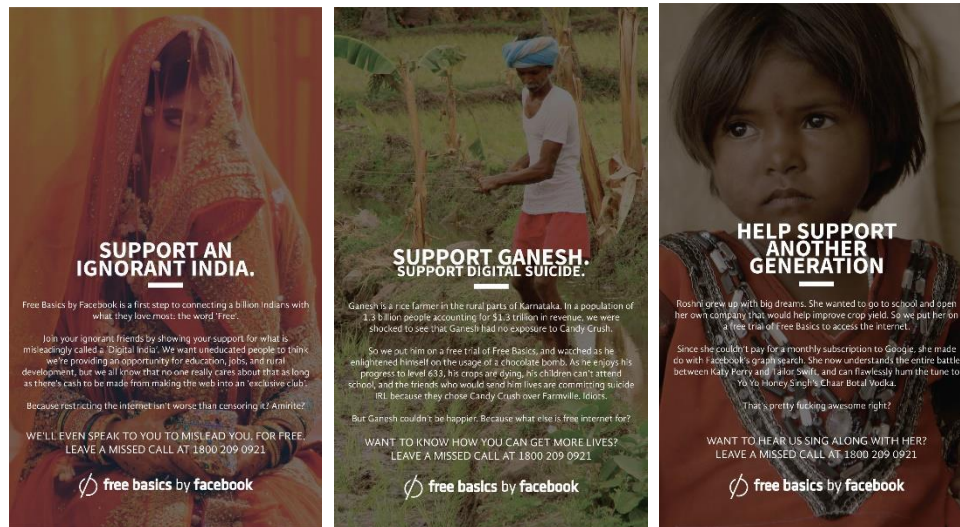
Internet.org est ensuite devenu **Free Basics by Facebook**. Ce nom reste quand même perçu comme trompeur car les indiens de la classe sociale pauvre penseront que c'est les « basiques » de la vie qui sont « free » comme la farine, le sucre ... Même en changeant son nom, en ouvrant la



plateforme aux développeurs, Facebook semble avoir échoué à chasser la critique. En effet, Facebook « semble avoir adopté l'une des astuces les plus anciennes des PR (relations publics), si tu es sous le microscope, rebaptise » (BGR India, 25-sept 2015). Facebook prétend que le service a amélioré des vies en fournissant des informations gratuites sur la santé, l'éducation et les finances aux personnes dans les pays les plus pauvres et arriérés. L'entreprise prétend aussi que les services comme BabyCenter et MAMA, qui fournissent des informations sur la grossesse et l'aide à élever ses enfants, sont populaires auprès des utilisateurs. Pourtant, c'est Facebook qui est le régulateur qui décide qui rentre ou non dans le programme. Il ne sera disponible pour les utilisateurs que les applications et site web que Facebook aura décidé de faire partie de Free Basics, en tant qu'Internet. Ceci est complètement à l'opposé de comment a été créé internet, et de comment il existe aujourd'hui.

Les utilisateurs de Free Basics reçoivent des services d'internet présélectionnés, qui change selon le pays, gratuitement mais doivent payer pour avoir l'accès aux autres sites et applications en dehors de Free Basics. Ceci a conduit à des allégations selon lesquelles il entrave le choix des consommateurs et viole le principe de la neutralité du net, qui exige que les fournisseurs de services Internet ne donnent pas la priorité du trafic vers certains sites Web. Les critiques disent qu'en contrôlant quels services font partie de Free Basics, Facebook pourra déterminer le contenu que les utilisateurs d'internet les plus pauvres pourront voir, Mahesh Murthy, un capitaliste de Mumbai et un activiste de la neutralité du net. C'est pour cela que l'agence indienne de régulation des télécoms TRAI a temporairement suspendu les services de Free Basics en Inde (23 décembre 2015). En réponse aux critiques, Mark Zuckerberg a publié une tribune sur le site du *Times of India* se disant surpris des débats en cours en Inde. « Si on pense que tout le monde doit avoir accès à Internet, on doit défendre Free Basics. C'est pourquoi plus de trente pays l'ont reconnu comme un programme en accord avec la neutralité du net et bon pour les consommateurs. » Les librairies « *ne contiennent pas tous les livres, mais elles offrent tout de même un monde de possibilités* », argue-t-il, et les hôpitaux « *n'offrent pas tous les traitements* », tout en comparant Free Basics à un service public, et assurant qu'il n'était pas contraire à la neutralité du net. Facebook a donc monté une très lourde campagne publicitaire pour défendre son projet de Free Basics en se proclamant pour la neutralité du net.

Typiquement, les annonces publicitaires racontent des histoires d'indiens rurales qui ont amélioré leur vie à l'aide de services Free Basics.



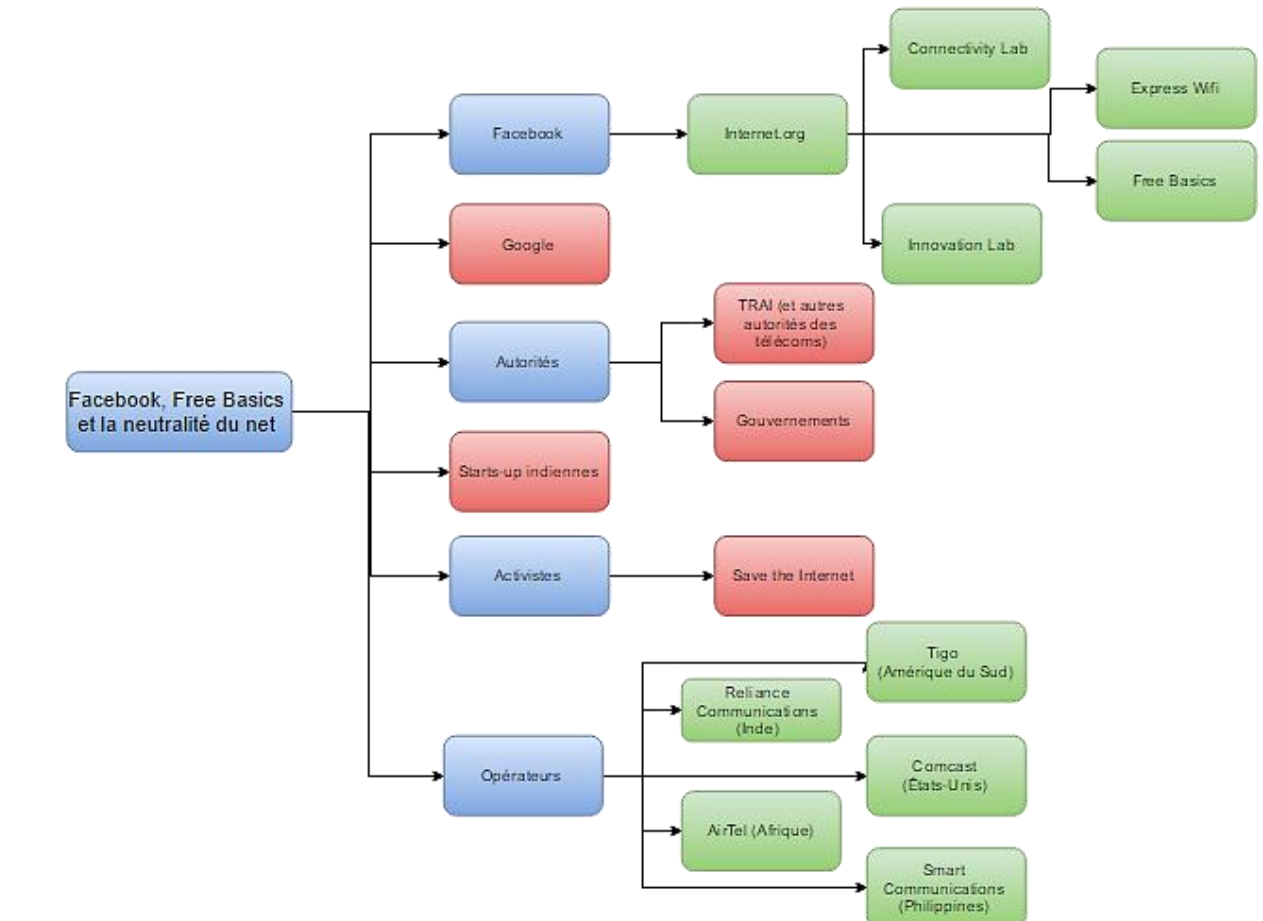
Facebook envoyait aussi des notifications vers ses utilisateurs afin de soutenir Free Basics, qui envoyait directement à la TRAI un e-mail contre la suspension des services de Free Basics.

Le 8 février 2015, La TRAI interdit la différenciation des prix en fonction du contenu et par conséquent bannit Free Basics. Des sanctions importantes seront prises contre les opérateurs ne respectant pas cette décision.

Analyse

Acteurs :

Voici les acteurs de la controverse (code couleur : vert -> pro Facebook, rouge -> contre Facebook) :



L'acteur Facebook est présenté par Mark Zuckerberg, qui parle lui-même de Free Basics et des services qu'il propose. Internet.org/Free Basics est parfois présenté par son vice-président Chris Daniels. Google quant à lui, ne s'est jamais présenté dans la controverse, on parle de lui puisque sur la plateforme Free Basics il n'y a ni de Google ni de YouTube. L'agence indienne de régulation des télécoms TRAI s'est présentée par elle-même à travers l'article qu'elle a publié qui pose la question du bien-fondé de la différenciation des tarifs selon les contenus, mais également à travers les lois qu'elle met en vigueur. Les gouvernements ne se sont jamais présentés par eux-mêmes et les opérateurs non plus. En effet, on peut comprendre que ces opérateurs sont pour Free Basics puisqu'ils sont en partenariat avec Free Basics. On ne parle, toutefois, jamais des opérateurs qui sont contre Free Basics et ce qui pourrait engendrer comme conséquence. Les startups indiennes se sont vite présentées puisqu'elles sont les premières touchées par le sujet. Si Facebook arrive à avoir beaucoup de clients pour Free Basics, cela voudrait dire moins de clients pour les startups. Ainsi, on peut vite comprendre que les activistes sont naturellement actifs contre le projet de Free Basics.

Par ailleurs, je remarque une grande absence des avis des gens de la communauté, des citoyens 'lambda'. Sur tous les articles de mon corpus, j'ai entendu parler d'eux à travers l'article mais jamais directement. On ne sait pas ce que pense une personne x sur le sujet ni ce que pense les réels 'potentiels clients' comme ceux dans les zones rurales ... Je pense que cela est dû au fait que c'est compliqué de prendre l'avis de chacun sur la controverse. C'est pour cela qu'existe les associations, même si elles ne communiquent pas trop sur le sujet.

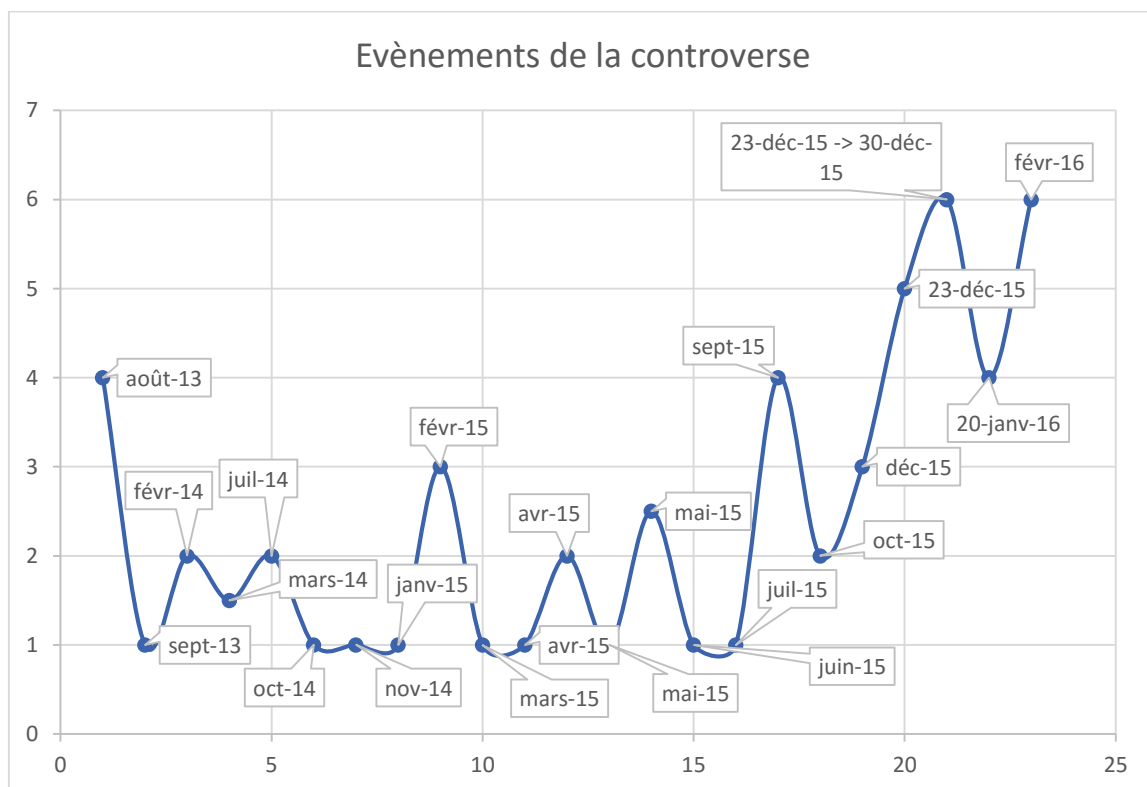
Arguments :

Pro Facebook	Contre Facebook
Evolution sociale	Pas de photos HD ni de flux vidéo
Droit de l'homme	Facebook décide qui rentre ou non dans le programme
Plus de ventes de téléphones	Différenciation des prix par le contenu
Accès à tous pour peu cher	Pas de Google ni de YouTube
Plus de bénéfices pour les opérateurs	Les gens vont finir par croire que c'est représentatif d'Internet
Plus de 30 pays ont reconnu le programme comme bénéfique	Protection des données personnelles lorsque cela est possible seulement
19 millions de personnes ont eu leur premier accès grâce à Free Basics	Une invasion privée des services publiques
Ça pousse les gens à payer pour un accès complet	Volonté plus mercantile que sociale
Un avenir meilleur pour les indiens	Avantage déloyal sur les concurrents
	Gratuit aujourd'hui, mais demain ?
	Nom en désaccord avec les lois indiennes (misleading name of brand)
	Publicité trompeuse : les gens contre Free Basics sont perçus comme contre le développement de l'Inde
	Il existe de nombreuses autres solutions gratuites : Mozilla

A travers la lecture de mon corpus j'ai remarqué que les arguments se répétaient, on tournait en rond. En effet, l'article commençait typiquement par une définition de [internet.org/Free Basics](http://internet.org/Free-Basics) pour ceux qui ne le savent pas encore et les services qu'il propose. Ensuite, on explique pourquoi Facebook pense que le meilleur moyen pour sortir l'Inde de sa pauvreté et permettre à la prochaine génération une vie meilleure. En effet, Free Basics a expliqué dans une de ses pubs : « Free Basics by Facebook est une première étape pour la connexion d'un milliard d'Indiens à l'emploi, l'éducation et les opportunités en ligne, et, finalement, un avenir meilleur. Mais Free Basics est à risque d'être interdit, ralentissant la progression vers l'égalité numérique (digital equality) en Inde ». Enfin, on expliquait pourquoi cette plateforme est tout le contraire de ce qu'elle prétend être, qu'Internet ne sera plus le même et sera beaucoup plus restreint en faveur de Facebook. Ce géant des réseaux sociaux a, selon quelques critiques, plus de volonté mercantile que sociale.

Evènements :

Ci-dessous une courbe montrant les évènements de la controverse et leur poids dans le déroulement. On voit qu'il y a eu plus d'évènements entre décembre 2015 à février 2016. En effet, c'est à ce moment-là que la TRAI a suspendu temporairement les services de Free Basics proposés par Reliance Communications. Le géant des médias sociaux a commencé une campagne agressive en Inde pour recueillir le soutien du public pour Free Basics. D'abord dans la presse écrite où des bannières dans les rues et des énormes posters portant sur des immeubles ont été affichés, des pages sur les journaux locaux ont été publiées ... En plus de cela, Facebook a même laissé au utilisateur d'envoyer un e-mail à l'agence indienne de régulation des télécoms TRAI, comme soutien à la campagne, par un simple clic.



Sur l'axe des Y, il y a le nombre d'articles selon la période. Sur celui des X, ce n'est pas intéressant, le plus important c'est la légende sur chaque point du graphe où il y a justement la date de publication des articles.

Ci-dessous une liste des évènements qui ont marqué la controverse. Les plus importants sont **en gras**.

août-13	Lancement de internet.org avec un livre blanc de Mark Zuckerberg qui affirme que la connectivité est un droit humain
sept-13	Zuckerberg publie une vidéo expliquant le but de Internet.org de rendre l'Internet 100X plus abordable https://www.youtube.com/watch?v=AdXwthh-xLQ
févr-14	Au Mobile World Congress à Barcelone, Mark Zuckerberg a annoncé plusieurs partenariats comme le socialEDU avec Nokia
mars-14	Facebook annonce la création de Connectivity Lab dans le cadre de l'initiative Internet.org, dans le but d'amener l'Internet à tout le monde via des drones

juil-14	Lancement du service en Zambie
oct-14	Lancement du service en Tanzanie
nov-14	Lancement du service au Kenya
janv-15	Lancement du service en Colombie
janv-15	Lancement du service au Ghana avec AirTel
févr-15	Lancement du service en Inde avec Reliance Communications
mars-15	Lancement du service au Philippines avec Smart Communications et au Guatemala avec Tigo
avr-15	Lancement du service en Indonésie avec Indosat
avr-15	Quelques startups indiennes se retirent du projet pour protéger la neutralité du net
mai-15	Lancement du service au Bangladesh (Robi), au Malawi (TNM et AirTel) et au Pakistan (Telenor Pakistan et Zong Pakistan)
mai-15	internet.org ouvre sa plateforme pour les développeurs avec plusieurs critères
juin-15	Lancement du service au Sénégal (Tigo) et en Bolivie (viva)
juil-15	Lancement du service en Afrique du Sud (Cell C)
sept-15	Changement de nom à Free Basics
oct-15	Lancement du service en Egypte (Etisalat)
oct-15	Facebook et Eutelsat louent toute la capacité en bande Ka (36 faisceaux avec un débit total de 18 Gbit / s) sur le projet d'Amos-6 satellites pour fournir l'accès à certaines parties de l'Afrique
déc-15	La TRAI publie un article qui pose la question du bien-fondé de la différenciation des tarifs selon les contenus. Cette différenciation devrait-elle être autorisée ? Est-elle dangereuse?
23-déc-15	La TRAI demande à Reliance Communications de suspendre temporairement l'accès à Free Basics.
23-déc-15 -> 30-déc-15	Facebook lance la campagne publicitaire "Save Free Basics" sur Facebook et dans divers autres médias.
déc-15	Suspension du service en Egypte sans explication officielle.
20-janv-16	Google se retire du projet Free Basics en Zambie
févr-16	La TRAI interdit la différenciation des prix en fonction du contenu et par conséquent bannit Free Basics. Des sanctions importantes seront prises contre les opérateurs ne respectant pas cette décision
avr-16	La terminaison de Free Basics en Egypte n'aurait rien à voir avec la neutralité du net. Facebook aurait refusé de donner accès à ses données au gouvernement.